

Introduction

SONIA DAYAN-HERZBRUN

Professeur Emérite Université Paris-Diderot

Une vie qui n'en est pas une

Je rêve beaucoup en ce moment. Souvent des cauchemars qui me ramènent au monde de mon enfance de toute petite fille juive, traquée et cachée, de village en village, au cœur des Cévennes. La nuit, la même panique me submerge, comme si je revivais cette menace d'un ennemi à ma recherche pour me mettre à mort, sans que je sache pourquoi. Le jour, je retrouve ce ciel bleu insolent et comme jadis, des stratégies pour survivre.

Survivre, cependant, ce n'est pas vivre. Vivre, ce serait agir, résister, inventer, imaginer. La pandémie nous a transformés en sujets passifs, terrorisés, à qui l'on dicte leur conduite. En dépit de ses défaillances et de ses mensonges, l'Etat, patriarcal et paternaliste, flanqué des représentants du pouvoir médical est devenu le seul recours. Il nous a emprisonnés, pour notre bien. Il nous le dit, et nous ne pouvons que le croire. La seule alternative devient alors de croire les rumeurs ou bobards qui circulent. Nous voici donc privés de notre faculté de juger et d'élaborer collectivement, dans un véritable débat qui ne passerait pas par la contrainte de la communication à distance qui déforme et empêche tout véritable échange. On rumine, on se pose des questions à soi tout seul. Certes les articles pullulent, ajoutant des mots aux mots. Des hommes surtout, parfois aussi des femmes, mais en moins grand nombre, elles doivent gérer le quotidien, nous assènent des analyses pédantes, destinées surtout à marquer leur place dans l'espace médiatique. J'ai beaucoup hésité à écrire, pour ne pas ajouter à cette accumulation verbeuse.

Sociologue, je m'interroge sur l'usage des chiffres qui nous sont assénés à longueur de journée et qui nous font trembler. Je convoque les données élémentaires du métier. Je retrouve les bienfaits des pourcentages. Pourquoi ne pas mettre en rapport le nombre de malades et de morts et celui de la population ? Pourquoi ne pas comparer au taux de morbidité « normal », c'est à dire habituel et régulier pendant le même laps de temps ? Pourquoi ne pas quantifier les effets secondaires du confinement, et comparer le taux des morts de l'attaque virale, à celui, en hausse, des victimes de féminicides, ou à celui des vieillards dans les maisons de retraite à qui l'absence des leurs a ôté tout goût de vivre.

Pourquoi, quand il s'agit des pays du Sud, ne pas mettre en rapport le taux de morts du COVID-19 avec ceux de morts d'autres pathologies ? Pourquoi ne pas évaluer, car les modèles statistiques fort simples, à coup sûr, le nombre de celles et ceux qui risquent de mourir de faim si on persiste à les confiner ? Les manifestations et les révoltes qui se produisent ici et là et au cours de laquelle celles et ceux dont la nourriture quotidienne n'est assurée que par ces activités souvent informelles et aujourd'hui interdites par les décisions de confinement, montrent bien que l'intelligence collective des « damnés de la terre » a intégré cette dimension.

On connaît la réponse tristement politique à toutes ces questions. La pandémie a mis en évidence le fait que notre système politico-économique globalisé n'était qu'un colosse aux pieds d'argile. On nous confine parce qu'on serait incapable de nous soigner si nous tombions malades en très grand nombre. Nos États dits démocratiques y perdraient toute légitimité, puisqu'ils ont renforcé un peu partout leur violence répressive au prétexte d'assurer notre sécurité. Les voilà au pied du mur. La ligne de démarcation entre protection indispensable et contrôle total, avec l'instauration un peu partout dans le monde, d'états d'urgence à durée peu déterminée, fine et fragile. Cette situation où nous ne pouvons ni consentir ni refuser est aussi anxiogène que toutes les injonctions contradictoires auxquelles nous sommes supposés nous plier.

Car nous recherchons également notre sécurité, et accessoirement, celle des autres. Nous ne pouvons donc que nous laisser confiner. Mais nos gouvernants eux aussi se sont politiquement confinés, contraints qu'ils ont été de se convertir brutalement aux dogmes de l'État providence. Ils se retrouvent emprisonnés dans leurs promesses. Nous n'avons plus, de notre côté, qu'à espérer qu'ils les tiennent, ne serait-ce que par crainte de ce que la colère trop longtemps contenue n'explode avec violence, d'un bout à l'autre de la planète.

Les promesses gouvernementales restent floues et ne constituent pas des projets. Collectivement ou individuellement nous sommes privés de projets, incapables d'imaginer un avenir au-delà des quelques jours qui se profilent. Or vivre en personne pleinement humaine, c'est se projeter. Les organisations de gauche ou d'extrême-gauche, s'arc-boutent à leurs convictions et à leurs programmes, et on ne saurait les en blâmer. Leurs propositions, quand elles en émettent, ne sont que répétition des discours du passé. Il y a longtemps que l'imagination leur fait défaut. Il leur reste le mérite de se cramponner à ce qui les a fait exister.

Quant aux individus, privés de ces grandes scansion du temps qu'étaient le calendrier, les rythmes sociaux du travail, des loisirs, des vacances, ils n'ont devant eux qu'un présent indéterminé. Il faut tenir coûte que coûte, seul(e) ou avec des enfants ou un compagnon (ou une compagne) qu'on aime, c'est certain, mais qu'on a de plus en plus de mal à supporter. Il faut tenir, en se demandant si, dans son magasin habituel, on va enfin trouver des œufs ou du papier toilette et faire avec. On cherche vainement à se procurer ces fameux masques bientôt obligatoires, ou ces gels dont on nous dit que nous ne pouvons pas nous passer. On s'adapte tant bien que mal au passage brutal d'une société de la surconsommation à un environnement de semi-pénurie, où la dépense de plaisir est absente, sauf à se défouler sur des sites de vente en ligne qui nous livreront, on ne sait quand. Et il faut faire alors comme si nous ne mettions pas en danger la santé des livreurs, ou celle de ce caissier de grande surface l'autre jour, qui manipulait les objets « de première nécessité » que je venais d'acheter avec des gants déchirés.

Je me suis longtemps révoltée contre la maxime de Descartes qui, dans *Le Discours de la méthode*, appelait à changer plutôt ses désirs que l'ordre du monde, comme il s'efforçait de le faire lui-même. Le confinement m'oblige à donner raison à Descartes. Si nous ne faisons pas taire nos désirs, de serrer ceux que nous aimons dans nos bras ou de nous retrouver à une terrasse de café, nous serons terrassés par la dépression. Je songe à Rosa Luxemburg qui, en 1917, du fond de sa prison écrit à Sophie Liebknecht, pour s'émerveiller du son plaintif d'un oiseau qu'elle aperçoit et entend depuis sa cellule, et dont elle a trouvé le nom : un torcol. Nous retrouverons probablement nos projets et nos désirs

quand nous émergerons de notre assignation à résidence. Et nous retrouverons un ailleurs.

Car si nous avons perdu la capacité de nous projeter, comme ceux qui sont malades du COVID-19 perdent l'odorat et le goût, nous avons perdu nos ailleurs. Obligés que nous sommes d'être en mesure de justifier chacune de nos sorties, notre vie se déroule sur une seule scène, sans coulisses, dans ce qui devient une société du contrôle par les autres : contrôle par la police, contrôle par ses voisins qui se transforment facilement en délateurs, contrôle par ses co-confinés. Je me demande parfois, en matière de plaisanterie, comment font maintenant les couples adultères ? Nous ne sommes pas seulement confinés dans nos maisons ou dans nos logements minuscules qui sont autant de cages, nous sommes dépouillés de ce qui ce qui donnait son épaisseur au lien social: la rencontre, le geste, le regard, le sourire. Avec un masque, plus de sourire, cette mimique rituelle par laquelle nous adoucissons, il y a peu, mais cela semble si loin, nos rapports à autrui. Les relations réelles, pas celles que nous entretenons via le téléphone et les réseaux dits sociaux, sont devenues purement instrumentales. L'échange d'une phrase a la valeur d'un cadeau. Comment supporter la maladie ou la mort d'un être cher, quand il nous est interdit de nous rendre à son chevet, d'assister à ses obsèques? Avec le confinement nous transgressons les rites fondamentaux qui marquent l'humanité.

Ce qui m'étonne souvent c'est la facilité avec laquelle on se plie, moi la première, à toutes ces contraintes et à toutes ces restrictions. Le seul ordre qui s'impose est celui de la préservation des corps. Les corps, cependant, ne sont pas égaux. La pandémie nous met en face de du paradoxe d'un monde un et fondamentalement divisé. Elle révèle à la fois tous les réseaux qui circulent d'un coin du monde à l'autre mais aussi la profondeur des inégalités, entre le Nord et le Sud global, comme à l'intérieur des pays les plus favorisés. Parce que cette fois-ci, c'est la mort qui frappe de façon directe et visible, le covid19 nous envoie à la figure, à nous qui confinés, vivons des vies qui n'en sont pas, les images de celles et ceux qui n'ont même pas droit à cet ersatz de vie que nous supportons tant bien que mal, parce que nous savons bien, nous qui avons le privilège d'être protégés, que des jours meilleurs nous attendent.